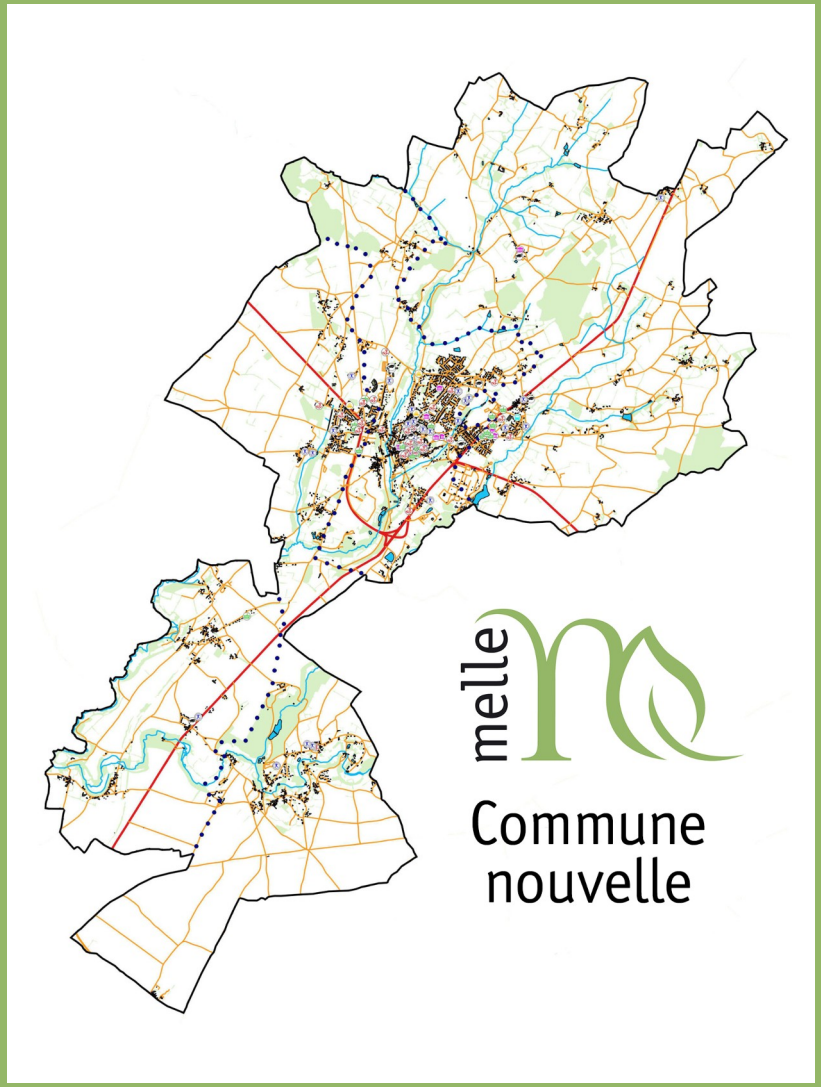
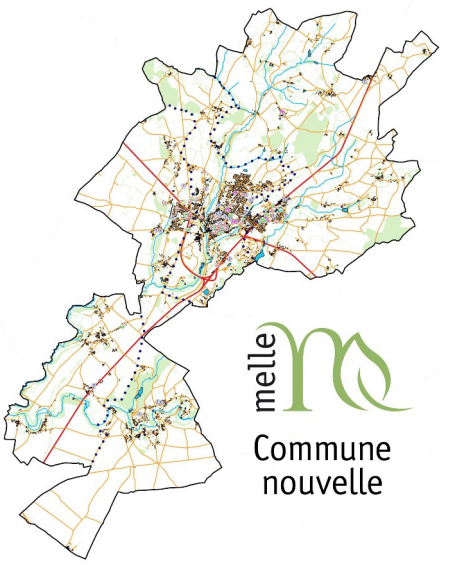


Appel à manifestation d'intérêts : AMI

La Genellerie, Accélérateur d'initiatives pour les transitions

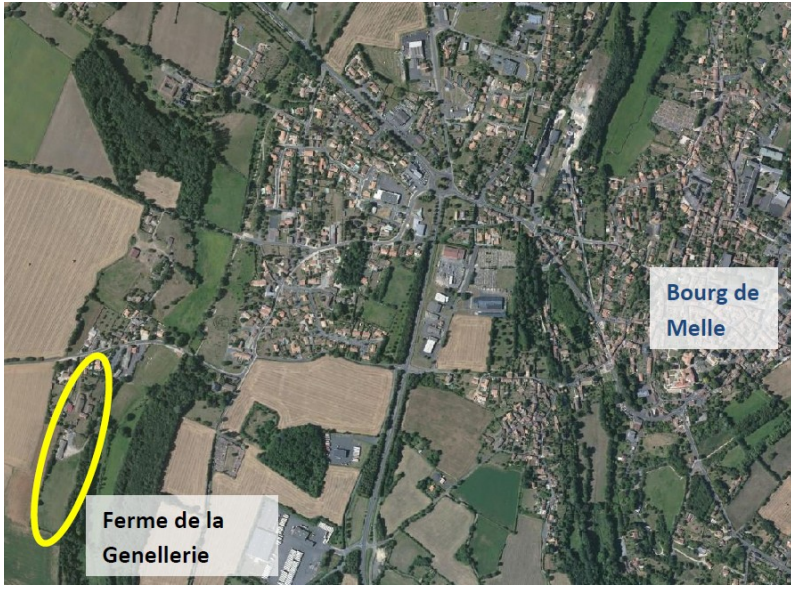
Réception des candidatures :
du 01/11/2025 au 31/12/2025

La Genellerie,
un site à investir



La Genellerie, un site à investir

> Contexte



La commune de Melle est propriétaire de la ferme de la Genellerie située sur la commune déléguée de Saint-Martin-lès-Melle. Elle a été acquise en 2017 par la commune de Saint-Martin-lès-Melle.
Cette ferme a cessé son activité en 1992 et les terres agricoles qui lui étaient attachées ont été vendues.

Aujourd'hui, l'ensemble foncier est composé :

- d'un ensemble de bâtiment (décrit plus loin)
- de 2 hectares de prairie humide dans le fond de la vallée de l'Argentière
- de 1,6 hectares peu cultivables car la roche mère affleure

L'ensemble se situe dans la ZPAAC (Zone de Protection de l'Aire d'Alimentation de Captage) de la Chancelée.

En 2019, la commune de Saint-Martin-lès-Melle a fusionné avec la commune de Melle, Saint-Léger-de-la-Martinière, Mazières-sur-Béronne et Paizay-le-Tort.

En 2020, l'équipe municipale nouvellement élue a souhaité réorienter le projet de lotissement vers un projet « Agricole et alimentaire » à la ferme de la Genellerie, en ces termes : « **s'appuyer sur la ferme de la Genellerie à St Martin, récemment acquise par la commune, pour promouvoir une production alimentaire de qualité au service du territoire et de ses habitants ».**

La Genellerie, un site à investir

> Description du site



1 – Habitation :
Très spacieuse, 2 cuisines, 2 séjours, 3 chambres, greniers, cave, terrasse.
La toiture de l'habitation a été rénovée au printemps 2023.

2 – Four à pain :
Petit bâtiment en pierres comprenant une pièce surmontée d'un étage, présence d'un four à pain dont la voûte est en bon état, la cheminée et la sole ont été restaurés en 2024.

3 – Grange :
La grange offre de très grands volumes avec une très grande hauteur sous toiture. Possibilité d'y stationner des engins agricoles, paille, foins, etc. mais également des animaux. Plusieurs espaces distincts proposent notamment des mangeoires.

4 – Dépendances :
Suite de 3 pièces en enfilade dans le bâtiment des dépendances. L'étage communique de pièce en pièce, mais pas le rez-de-chaussée. Présence d'animaux : chouette effraie, chauve-souris, etc.

La Genellerie, un site à investir

> Description du site



5 – Allée :
Allée d'accès depuis la rue.
Un droit de passage permet au voisin d'accéder à son bâtiment situé derrière la grange.

6 – Puits :
Projet de remise en état du puits. Prochainement, le nettoyage par un puisatier avant sondage de la disponibilité de la ressource en eau.

7 – Espace potager :
Un espace clôt de 1300 m² situé derrière le four à pain se prête bien à l'installation d'activités potagères et de maraîchage voire de petits élevages.

8 – Terrasse :
En contre-bas de l'espace potager, une banquette enherbée de 500 m² sur laquelle se trouve des ruches.

9 – Première prairie :
Située derrière les dépendances, l'ouverture de la grange permet l'accès direct à cette prairie d'environ 2000 m².

La Genellerie, un site à investir

> Description du site



10 – Deuxième prairie :
Située de l'autre côté du hangar municipal, la seconde prairie avoisine les 1,6 hectares de prairie sèche.
Impossible à cultiver car le rocher affleure.

11 – Prairies de fond de vallée :
Le long de l'Argentière, les prairies humides du fond de vallée représentent une surface disponible de 2 ha.
Ces parcelles humides situées dans le fond de vallée seront conservées en prairies. En effet, elles sont très contributrices à la qualité du cours d'eau de l'Argentière et également à la qualité du captage d'eau potable situé en aval.

12- Réserve de biodiversité communale
1 hectare, situé au bout des prairies humides, a été intégré au registre des RBC : Réserves de Biodiversité Communales. Ces zones sont sanctuarisées pour l'accueil de la biodiversité. Aucune activité n'y est projetée. Un plan de gestion est établit et porté par le service Espaces verts et patrimoine arboré de la commune de Melle.

La Genellerie, un site à investir

> Description du site

La grange : 3



Le four à pain : 2





La maison d'habitation : 1



La grange : 3



Les dépendances : 4



La Genellerie, un site à investir

> Un site qui peut s'appuyer sur un autre



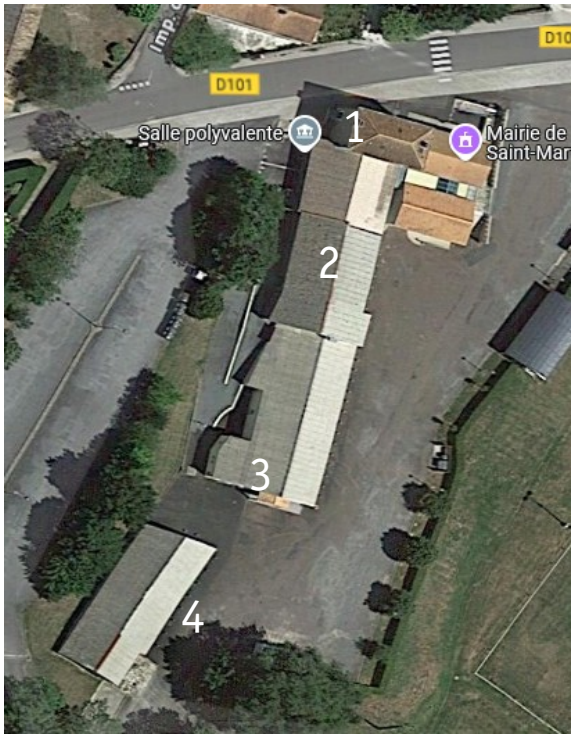
Le site de la mairie déléguée de Saint Martin les Melle jouxte la ferme de la Genellerie

Espace bureaux et salle de réunion : 1
2 bureaux installés à l'étage de l'ancienne mairie et qui peuvent accueillir toute activité tertiaire.
La salle du conseil municipal de 25 places est équipée en moyens audiovisuels.

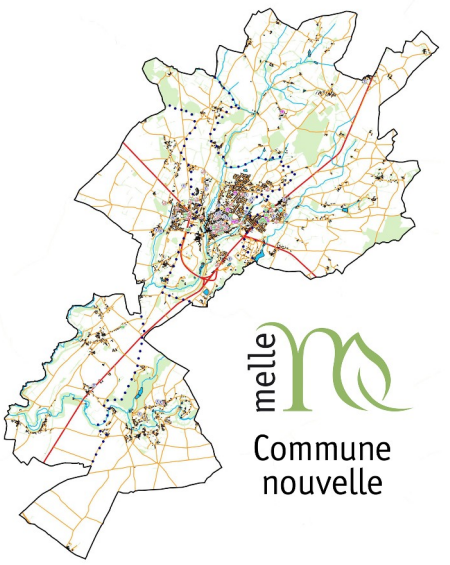
Salle Polyvalente : 2
Une grande salle des fêtes permet d'accueillir jusqu'à 170 personnes attablées et est également équipée de moyens audiovisuels et cuisine de collectivité.

Salle des associations : 3
Cette salle permet d'accueillir jusqu'à 50 personnes, elle est équipée de tables et de chaises pour cet effectif.

Préau : 4
Cet espace couvert et de plein air permet l'accueil de groupes, il est également équipé en matériel, tables et chaises.



La Genellerie,
un projet en plusieurs phases



Au cœur de la ZPAAC de la Chancelée

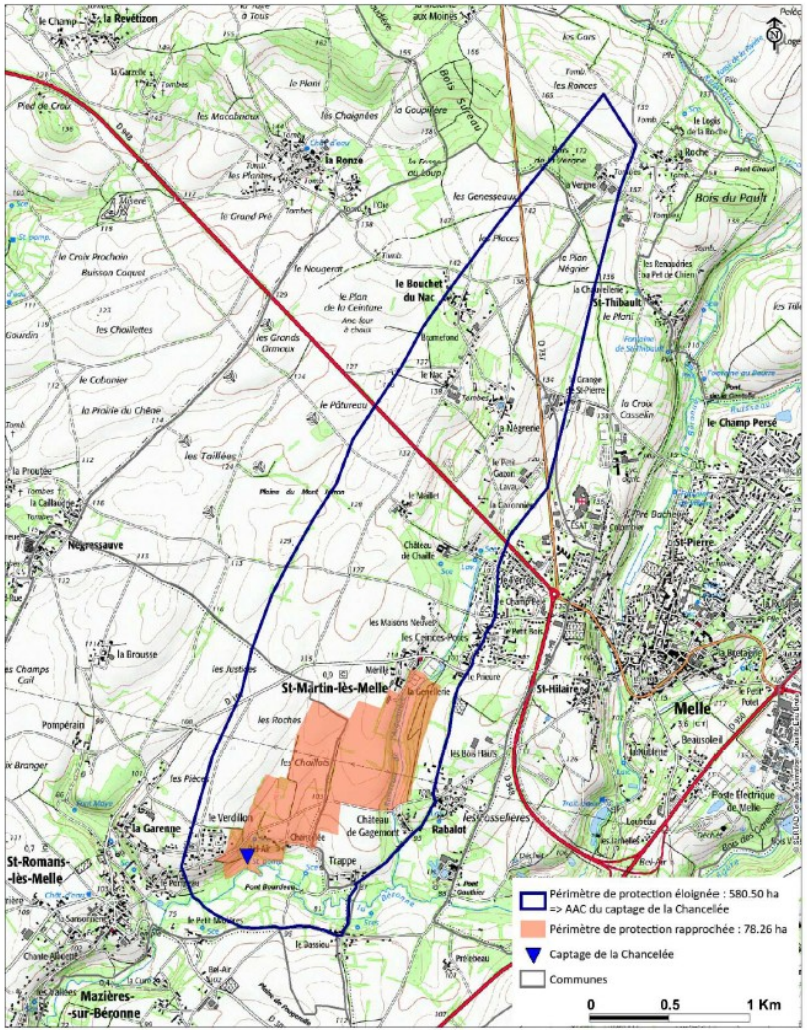
Situé sur la commune de Saint-Romans-lès-Melle, le captage de la Chancelée est un captage prioritaire au titre du Grenelle de l'environnement. Le Syndicat des eaux du SERTAD, souhaitant pérenniser ce captage et en renforcer sa protection par des actions volontaires mène depuis 2015 un Contrat territorial « Re-Sources » sur cette Aire d'Alimentation de Captage (AAC).

L'AAC représente une surface de 580,5 ha, dont environ 400 ha de Surface Agricole Utile (SAU). Deux communes sont concernées : St-Romans-lès-Melle et Melle . Elle se situe en intégralité au nord du bassin hydrogéologique Adour-Garonne.

Le cours d'eau l'Argentière prend sa source dans l'AAC de la Chancelée, il parcourt 2,3 km au sein de l'AAC avant de se jeter dans la Béronne (affluent de la Boutonne), cours d'eau situé à l'extrémité sud de l'AAC. Le fonctionnement hydrogéologique du captage de la Chancelée est complexe. L'eau captée est un mélange des nappes de l'Infra-toarcien et du Supra-toarcien. La proportion de ce mélange peut varier.

Aire d'Alimentation Captage de la Chancelée

L'aire d'alimentation de captage de la Chancelée

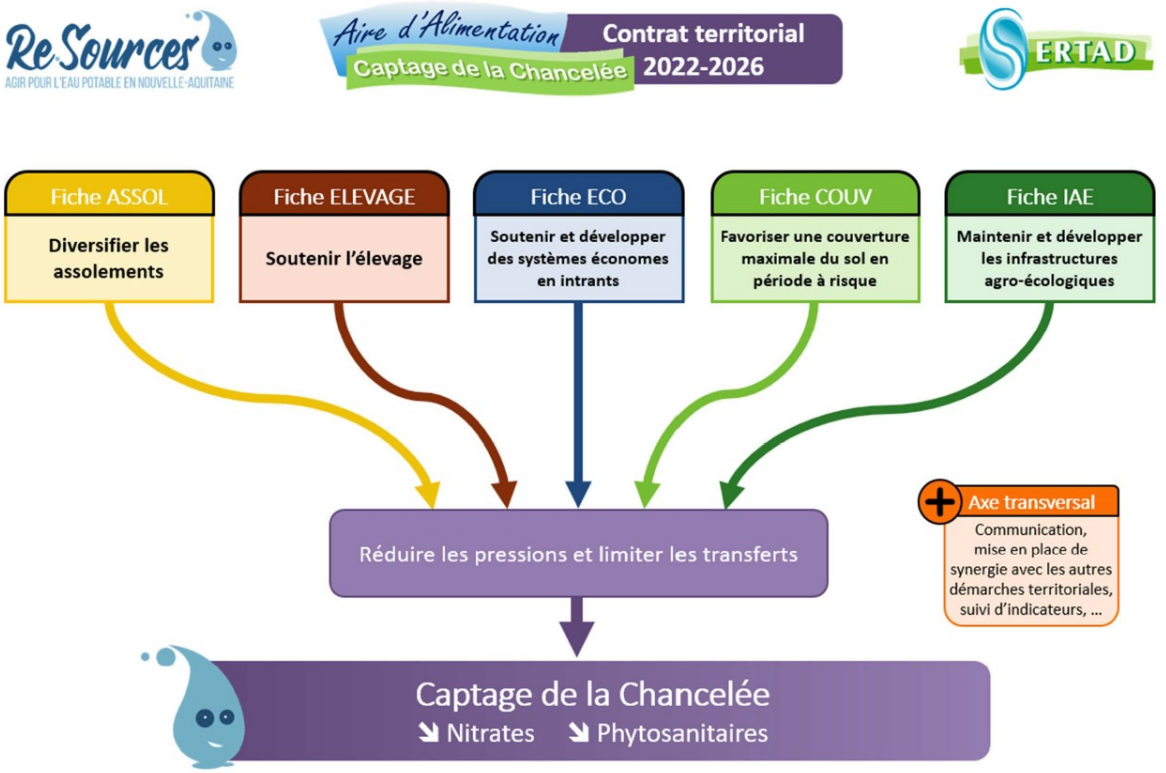


Au cœur de la ZPAAC de la Chancelée

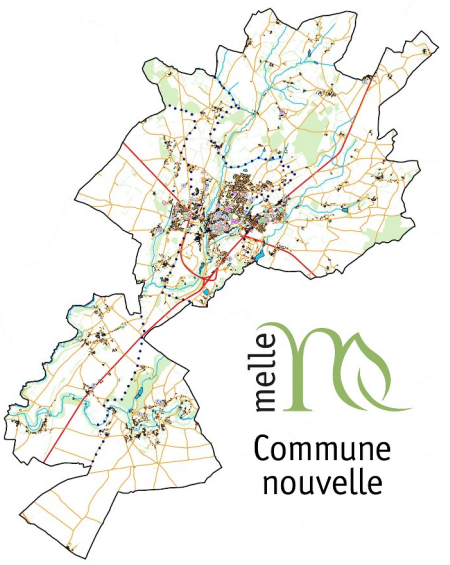
Afin d'atteindre les objectifs de qualité de l'eau brute captée à la Chancelée, les deux leviers principaux de la stratégie de ce nouveau contrat sont, dans la continuité du 1er programme d'actions :

- La diminution des pressions azotées et phytosanitaires
- La diminution des risques de transferts

La stratégie va se concentrer sur les pressions agricoles qui contribuent de manière prépondérante aux problématiques nitrates et produits phytosanitaires sur ce territoire. Les leviers agricoles actionnés sont :



La Genellerie,
au cœur de la ZPAAC de la Chancelée



Un projet en plusieurs phases

> Un projet pluri-thématique et multi-partenarial

Le projet de la municipalité est de faire de la ferme de la Genellerie le support technique et logistique de projets publics, privés ou partenariaux au service :

- de productions agricoles et alimentaires basées sur le maraîchage et le petit élevage ;
- de l'incubation et de l'accueil de projets de transformation alimentaire locale ;
- de la structuration de filières agricoles et alimentaires régionales ;
- de la valorisation de la biodiversité, de l'éducation à l'environnement ;
- de démarches participant à la protection de la ressource en eau.

Au travers des projets qui vont l'habiter, le site doit aussi devenir :

- un lieu ouvert, interface entre les professionnels et les consommateurs ;
- un lieu d'appui pour l'information, l'éducation et la formation sur les enjeux liés à l'agriculture, à l'alimentation, à la ressource en eau, à la biodiversité.



Un projet en plusieurs phases

> Un projet de long terme

Ce projet ambitieux est conçu en plusieurs phases, d'expérimentations et d'investissement :

Phase 1 (2022) ……..	**Définition de la stratégie foncière communale**
Phase 2 (2023 – 2026) ……..	**Expérimentation d'usages** **Rénovation et mise à niveau** **Acquisition foncière**
Phase 3 (à partir de 2026) ...	**AMI Accélérateur d'initiatives pour les transitions** **Acquisition foncière**

PHASE 1 : 2022 Définition de la stratégie foncière

> Enjeux et principes de la stratégie foncière municipale

ENJEU AGRICULTURE ET CHANGEMENT DE PRATIQUES

Soutien des cessions et des transmissions allant vers une agriculture durable, autonome, rémunératrice, respectueuse des exploitants et du milieu, inscrite dans une économie locale

ENJEU CLIMAT ET BIODIVERSITÉ

Contribution à limiter le dérèglement climatique en soutenant une agriculture pérenne, inscrite socialement, et en favorisant l'installation de la biodiversité

ENJEU EAU

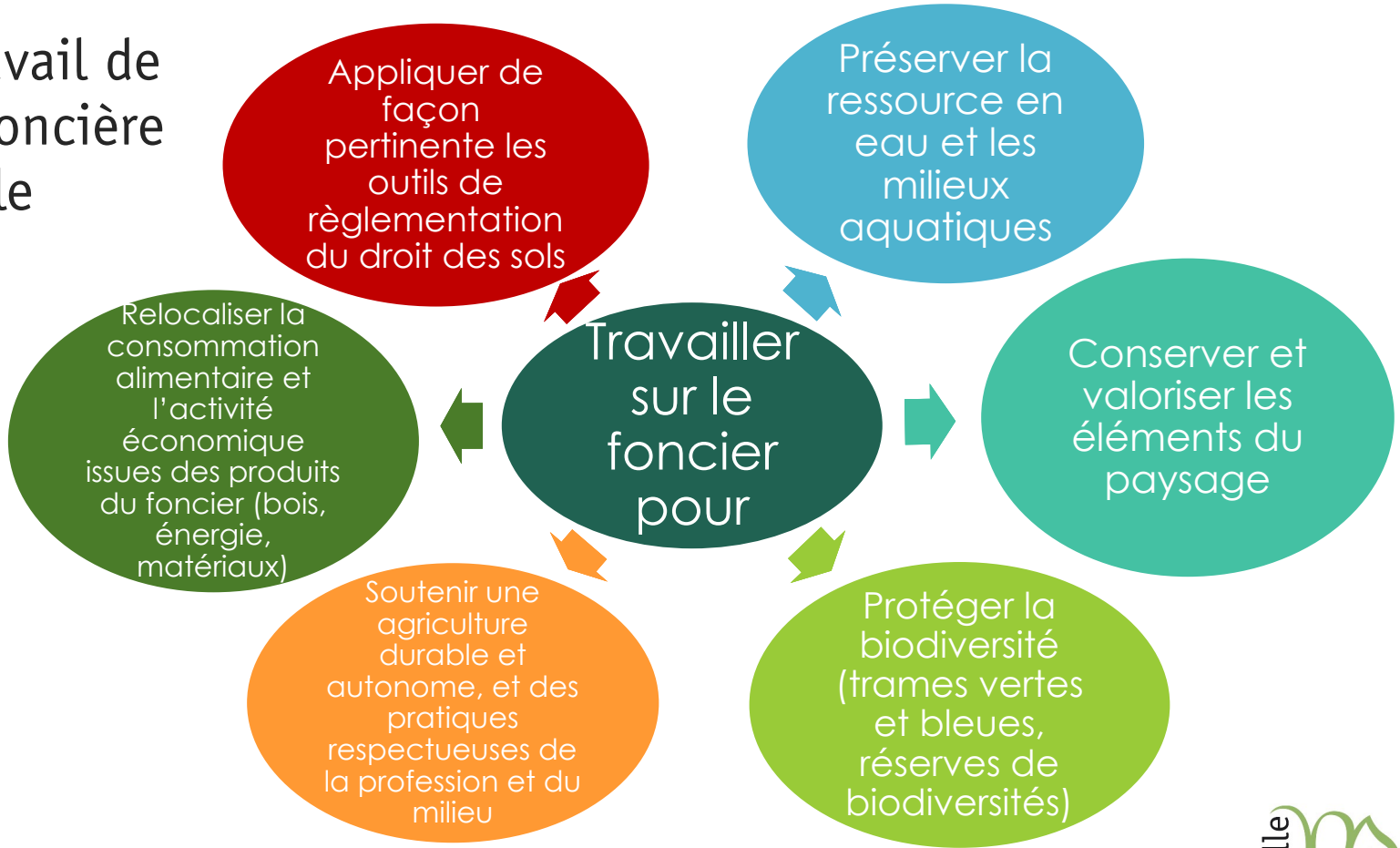
Protection de l'eau en quantité et en qualité

ENJEU RÉSILIENCE DU TERRITOIRE

Actions vers une autonomie alimentaire voire énergétique sur le territoire

PHASE 1 : 2022 Définition de la stratégie foncière

> Axes de travail de la stratégie foncière de Melle



PHASE 1 : 2022 Définition de la stratégie foncière

Soutenir une agriculture durable et autonome, et des pratiques respectueuses de la profession et du milieu

Pourquoi / enjeux	Valorisation d'une agriculture paysanne Maintenir une production locale et de qualité Meilleure considération des producteurs Respect de l'environnement Partage de connaissances / Lien social Résilience et pérennité des exploitations agricoles
Où	Ferme de la Genellerie Restauration collective (scolaire, EPHAD) Marchés
Qui	Agriculteurs, éleveurs, exploitants, propriétaires foncier Porteurs de Projets (installants) Associations SAFER
Comment	Rédaction d'une charte et définition de critères d'agriculture durable, autonome et respectueuse des pratiques Accompagnement de projets en circuits courts qui respectent la charte Accompagnement de projets collectifs qui respectent la charte Baux à conditions environnementales et contrôle du respect du bail et de ses conditions (intégrer des pénalités ?) Créer un annuaire cartographique des producteurs agricoles du territoire Favoriser la reprise des petites fermes Achat de terres par la commune pour éviter que les petites fermes partent à l'agrandissement Rencontres avec les agriculteurs pour trouver les solutions qui leur sont adaptées Réinstaurer la polyculture pour plus de résilience

PHASE 1 : 2022 Définition de la stratégie foncière

Soutenir une agriculture durable et autonome, et des pratiques respectueuses de la profession et du milieu

Fait ou en cours

Pourquoi / enjeux

- Valorisation d'une agriculture paysanne
- Maintenir une production locale et de qualité
- Meilleure considération des producteurs
- Respect de l'environnement
- Partage de connaissances / Lien social
- Résilience et pérennité des exploitations agricoles

Où

- Ferme de la Genellerie
- Restauration collective (scolaire, EPHAD)
- Marchés

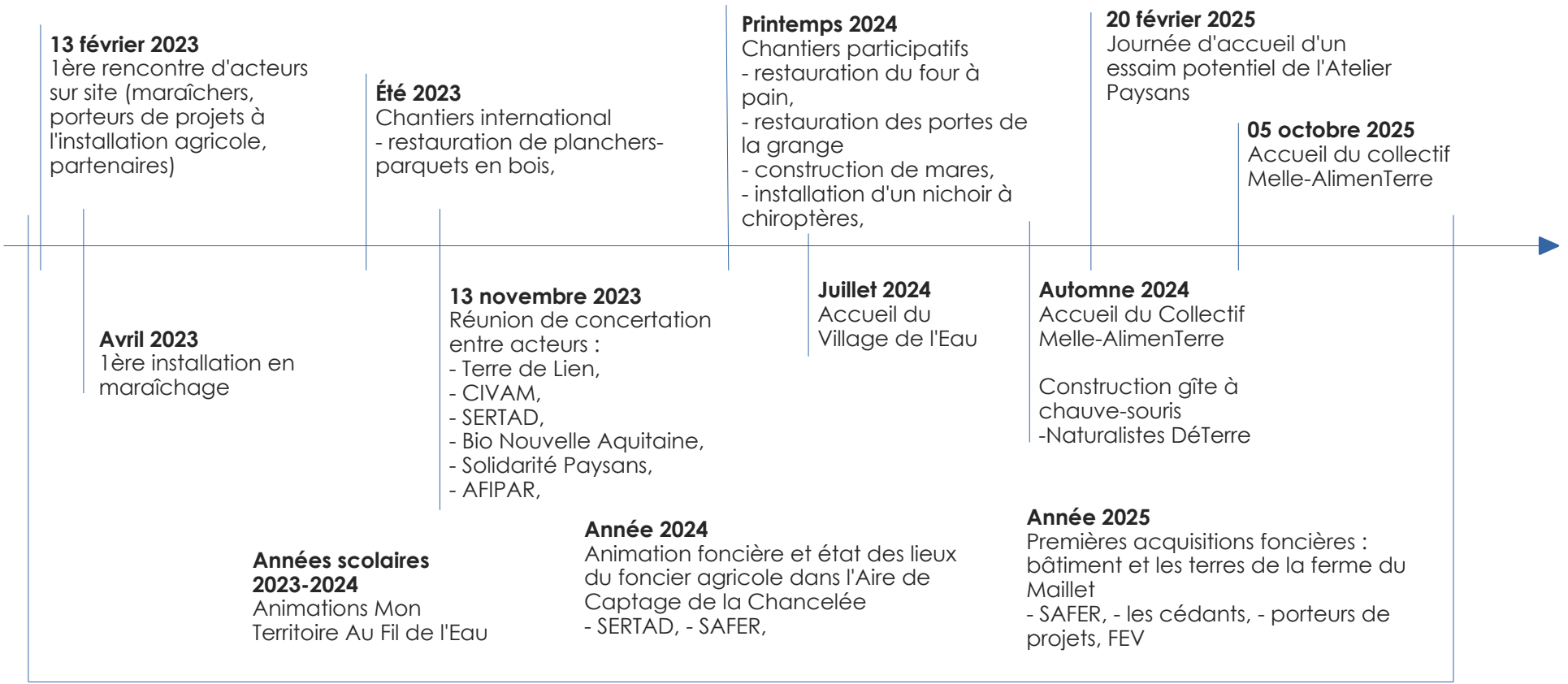
Qui

- Agriculteurs, éleveurs, exploitants, propriétaires foncier
- Porteurs de Projets (installants)
- Associations
- SAFER

Comment

- Rédaction d'une charte et définition de critères d'agriculture durable, autonome et respectueuse des pratiques
- Accompagnement de projets en circuits courts qui respectent la charte
- Accompagnement de projets collectifs qui respectent la charte
- Baux à conditions environnementales et contrôle du respect du bail et de ses conditions (intégrer des pénalités ?)
- Créer un annuaire cartographique des producteurs agricoles du territoire
- Favoriser la reprise des petites fermes
- Achat de terres par la commune pour éviter que les petites fermes partent à l'agrandissement
- Rencontres avec les agriculteurs pour trouver les solutions qui leur sont adaptées
- Réinstaurer la polyculture pour plus de résilience

PHASE 2 : 2023 à 2025 Expérimentations d'usages



PHASE 2 : 2023 à 2025 Expérimentations d'usages

Melle : cueillir et cuisiner ensemble

ABONNÉS Cet article est réservé aux abonnés numériques.



Les matinées de collecte organisées par Melle Aliment-Terre rassemblent petits et grands.
© (Photo archives NR)

Par **RÉDACTION**
Publié le **30/09/2025 à 16:52**
mis à jour le **30/09/2025 à 16:52**



Visites guidées de la ferme



Chantiers participatifs



Pâturage extensif des prairies



Village de l'eau



Création de mares



Restauration du four à pain

agriculture

Vers la création d'un atelier paysan

Melle a accueilli une journée de rencontres autour de l'Atelier paysan, coopérative nationale qui accompagne des structures locales pour promouvoir l'agroécologie.

La coopérative L'Atelier paysan était au cœur d'une rencontre, jeudi 20 février. Elle promeut l'agroécologie en accompagnant les agriculteurs dans la conception et la fabrication de machines et de bâtiments adaptés, en s'appuyant sur la solidarité et l'inventivité.

« On veut promouvoir la sortie de l'agro-industrie »

Les besoins de mutualisation, mais aussi de conception de nouveaux outils passent par la collaboration, pas uniquement paysanne. Un atelier paysan local pourrait y répondre à Melle.



Une dynamique de collaboration paysanne semble bien enclenchée à Melle. (Photo NR)

Qu'est-ce que l'Atelier paysan ?

Hugo Persillet, animateur national : « La coopérative existe depuis dix ans. On se définit comme la plateforme francophone des technologies paysannes. On essaie de réduire les dépendances techniques des paysans envers l'industrie de la machine agricole. Le matériel et les bâtiments coûtent très cher, et ne sont pas toujours adaptés à l'agroécologie paysanne.
On ne veut pas remplacer les équipementiers mais se placer là où personne n'est. L'idée est d'aller chercher ce qui se bricole déjà sur les fermes, pour le mettre en commun, sur le principe de l'open source, donc gratuit. »

Vous voulez aussi promouvoir les inventions ?

« On veut accompagner des groupes de paysans à concevoir eux-mêmes des prototypes. On invente l'outil dont on a besoin. Ce sont les usagers qui ont la meilleure expertise. On aide à la création du prototype, et une fois qu'il est stabilisé, on peut en faire un plan et le mettre à disposition de tous.
Il y a déjà un millier de technologies référencées. Il faut préserver mais aussi inventer. L'agroécologie a besoin de nouveaux outils.
Mais avoir le plan ne suffit pas, donc on forme aussi au travail du métal, dans la logique d'autoconstruction. Nous formons chaque année de 600 à 800 paysans. »

Melle pourrait accueillir un atelier paysan ?

« Aujourd'hui nous voulons faire émerger une dynamique plus locale et plus largement promouvoir la communauté paysanne, qui peut rassembler aussi des artisans travaillant par exemple le bois ou le métal. Il faut aussi des lieux, avec une dynamique bénévole où les citoyens peuvent aussi participer. On ne sera jamais trop pour maintenir une agriculture paysanne. »

Quel était le programme de la journée ?

« Nous avons travaillé autour de l'imaginaire de chacun, de ce qui serait idéal. Comment aussi se rapprocher de l'enseignement agricole et même des fermes conventionnelles. Avec le bricolage, qui est très concret, chacun peut sortir de la case où il se trouve. C'est ouvert à tous les agriculteurs mais pas à toutes les agricultures. On veut promouvoir la sortie de l'agro-industrie et de l'alimentation qu'elle produit, sans démarche moraliste. »

Propos recueillis par cor. NR : Didier Darrigrand

••• Une piste à la ferme de la Genellerie ?

Si la ferme de la Genellerie est municipale, ceux qui exploiteront le lieu et les terres ne seront pas des agents municipaux, mais des porteurs de projets privés. L'idée de la municipalité est de soutenir ici une agriculture viable et respectueuse de l'environnement, pas de devenir une exploitation agricole.
« La difficulté que nous rencontrons pour installer un agriculteur ici c'est qu'il n'y a pas de terres, explique Floriane Gicquiaud conseillère municipale référente. *Les 60 hectares ont été vendus au moment de la cessation, soit aux fermes voisines, soit pour de l'aménagement urbain. Il reste deux hectares et demi, dont un en prairie humide qui contribue au captage d'eau potable, où on ne veut donc pas développer de culture. Il reste un hectare de prairie sèche où la terre n'est pas arable. On ne peut donc pas la proposer à un agriculteur. »*

« Un projet participatif et collaboratif »

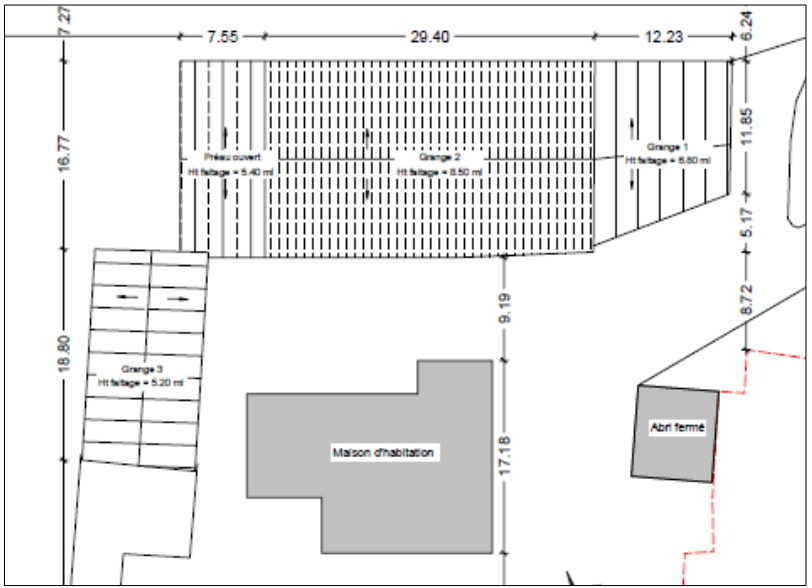
Pour le moment, est installée une activité de maraîchage, conforme aux exigences municipales. Pour rendre la ferme viable, la municipalité a lancé avec la Safer une stratégie foncière. *« Nous cherchons à acquérir des terres et proposer des baux à clauses environnementales, pour préserver la qualité de l'eau. Cette ferme pourrait accueillir d'autres activités, comme un atelier paysan. Nous voulons faire vivre cette ferme avec un projet agricole participatif et collaboratif. On ne ferme aucune porte, mais on a une préférence pour accompagner plusieurs projets qui pourraient travailler en collaboration et assurer la rotation des terres, entre prairie et culture. »*
L'ancienne maison d'habitation pourrait servir de centre d'hébergement à un centre de formation. « Si *ça n'est pas le cas, on étudiera d'autres pistes. L'idée pour nous est que tous les bâtiments trouvent une utilité dans le projet. Que les investissements soient utiles. »*

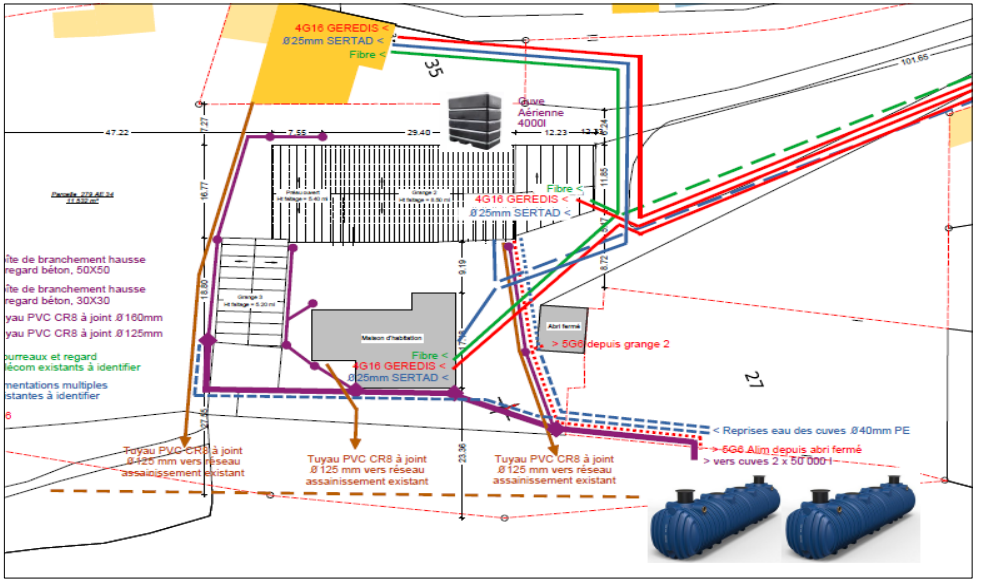


Cette ferme municipale sera un lieu dédié à la production locale. (Photo archives NR)

PHASE 2 : 2023 à 2026 Rénovation et mise à niveau

Ces travaux débutés courant 2025, permettront aux activités retenues dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt, de bénéficier de surfaces nues et connectées aux différents réseaux, les installations spécifiques à chacune de ces activités feront l'objet d'investissements assumés par les porteurs de projets ou, en fonction de la dimension collective, co-portés par la collectivité.





- Rénovation complète des toitures Grange 1, Grange 2 et Préau
- Création et/ou mise aux normes des réseaux réglementaires et nécessaires aux activités existantes et à venir
- Aménagements de la maison d'habitations
- Récupération des eaux pluviales pour une autonomie des activités maraîchères et potagères existantes
- Curage et mise en service du puits

PHASE 2 : 2023 à 2026

Acquisitions foncières et politique d'installation

La stratégie d'acquisition foncière de la commune s'appuie sur deux moyens :

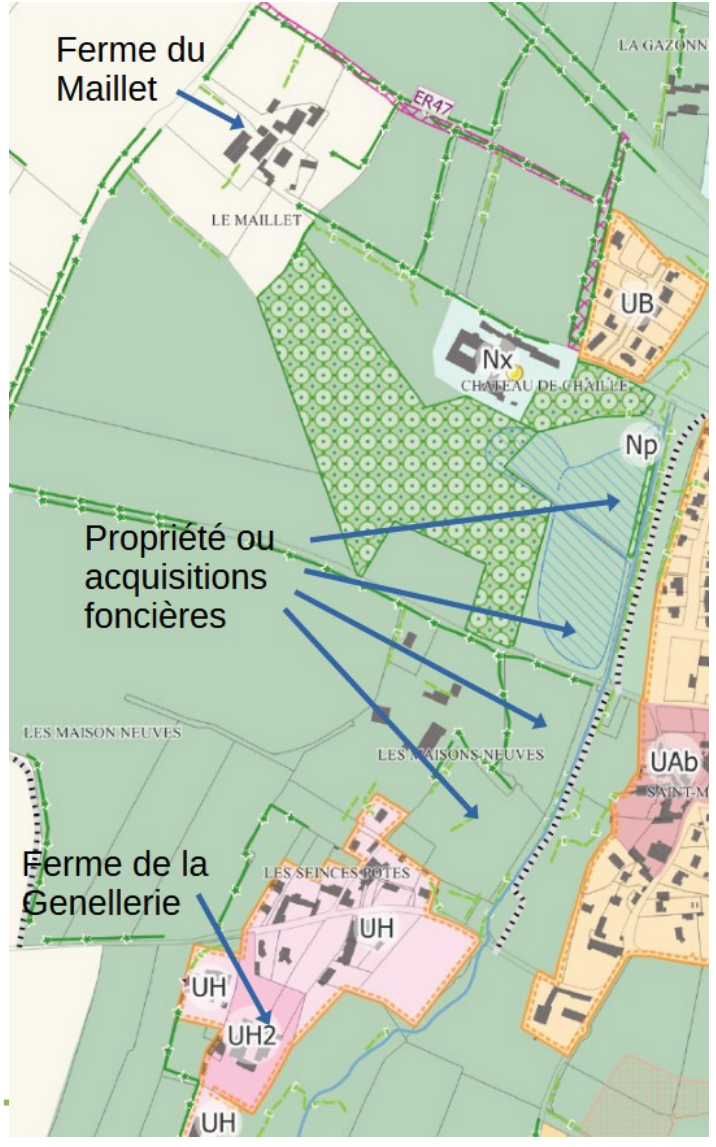
- Signature et contribution au Contrat ReSources de la Chancelée porté par le SERTAD
- Signature et usage d'une convention cadre avec la SAFER

En 2025, la commune et la Région Nouvelle Aquitaine ont contribué au portage et à la reprise de la ferme du Maillet en proximité immédiate du site de la Genellerie.

L'agriculteur retenu par la SAFER s'installe dès fin 2025 en élevage ovin, agroforesterie et distillerie, il exploitera en agriculture biologique. Le parcellaire à sa disposition est de près de 40ha à ce jour avec un potentiel de 70ha, il sera un des partenaires de la commune dans cet AMI.

Plusieurs parcelles en fond de vallée sont acquises ou en cours d'acquisition par la commune pour être mise à bail à la ferme du Maillet ou à un des projets de la Genellerie en partenariat avec l'exploitant du Maillet.

La commune poursuivra sa politique d'acquisition afin de permettre toute installation souhaitant s'inscrire dans sa stratégie foncière et dans la protection de la ressource en eau.



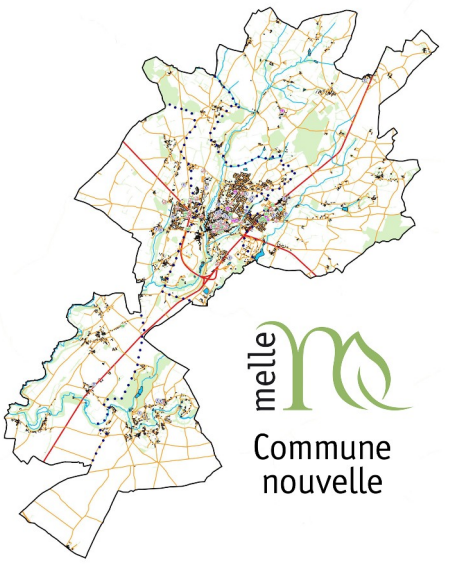
> Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI)

L'appel à projet, sujet de ce dossier s'adresse à différents acteurs porteurs de projets et d'initiatives :

- **Activités agricoles ou maraîchères en recherche de locaux pour exploiter les parcelles de la ferme ou des parcelles à proximité**
- **Activités de production et de transformation alimentaire désirant en recherche de locaux nus viabilisés pour installer leur activité**
- **Activités d'accompagnement des filières agricoles et alimentaires locales et régionales en recherche de locaux pour mettre en œuvre des temps d'accompagnement et de formation**
- **Activités d'information et de formation sur les enjeux liés à l'agriculture, à l'alimentation et à l'eau pour faire vivre leur projet en s'appuyant sur les équipements**



La Genellerie,
Règlement de l’ **A**ppel à **M**anifestation d' **I**ntérêt



Ce qu'est un Appel à Manifestation d'Intérêt ...

L'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) est une procédure ad hoc non prévue par le Code de la commande publique, permettant à une personne publique de solliciter l'initiative privée pour favoriser l'émergence de projets dans lesquels elle trouve certes un intérêt, sans pour autant que le besoin soit parfaitement exprimé. Il peut s'agir de la recherche d'initiatives pour valoriser un bien immobilier, un terrain, un projet culturel … L'AMI est encore utilisé en phase de sourcing de solutions innovantes par certaines administrations.

L'AMI permet d'identifier une pluralité d'acteurs susceptibles de répondre à un besoin plus large et encore en évolution.

L'AMI diffère de l'Appel à projets et du Marché public :

- L'AMI est une première étape pour identifier des acteurs potentiels et sonder le marché.
- L'AAP permet de sélectionner un candidat pour réaliser un projet précis en répondant à un cahier des charges défini.
- Le marché public aboutit à la conclusion d'un contrat pour la réalisation de travaux, de fournitures ou de services.

AMI : Règlement de consultation

I. Préambule

La commune de Melle souhaite appuyer l'installation ou le développement de projets et d'initiatives pour les transitions agricoles, alimentaires et écologiques.

Avec ses partenaires des mondes agricoles, de l'alimentation et de l'environnement, elle concentre en particulier ses actions autour du site de la Genellerie et de la Zone de Protection de l'Aire de Captage de la Chancelée, présentée en annexe du document.

Cet Appel à Manifestation d'Intérêts (AMI) a pour but de sélectionner le ou les candidats dont le projet répond aux attendus et aux ambitions de la commune et de ses partenaires pour leur mettre à disposition les équipements présents sur le site.

Cet AMI est à destination de tout porteur de projets en recherche de lieux pour s'installer ou se développer.

Les porteurs de projets trouveront ci-après les informations nécessaires sur :

- les attendus de la collectivité concernant les projets qui seront soumis,
- les modalités de candidature,
- les critères de sélections de projets,
- les conditions de mise à disposition des équipements au profit du ou des lauréats.

AMI : Règlement de consultation

II. Contexte

Il est décrit dans les trois chapitre de ce dossier, de la page 2 à la page 23







III. Conditions relatives à la consultation

A. Présentation des candidatures

Peuvent candidater, de façon individuelle ou collective, les personnes physiques ou personnes morales y compris en voie de constitution (sous réserve que leur candidature respecte les conditions de recevabilité énoncées au point III.B) mettant en œuvre des projets et des initiatives dans les domaines suivants :

- Activités agricoles ou maraîchères en recherche de locaux pour exploiter les parcelles de la ferme ou des parcelles à proximité
- Activités de production et de transformation alimentaire en recherche de locaux nus viabilisés pour installer leur activité
- Activités d'accompagnement des filières agricoles et alimentaires locales et régionales en recherche de locaux pour mettre en œuvre des temps d'accompagnement et de formation
- Activités d'information et de formation sur les enjeux liés à l'agriculture, à l'alimentation et à l'eau pour faire vivre leur projet en s'appuyant sur les équipements

III. Conditions relatives à la consultation

B. Conditions de recevabilité des candidatures

Les projets devront nécessairement répondre aux prérequis suivants, sous peine d'être écartés sans être examinés :

- s'il s'agit d'une activité agricole elle devra s'engager à suivre la pratique de l'agriculture biologique, le foncier devant faire l'objet d'une certification annuelle.
- les activités agricoles et alimentaires déployées devront avoir une finalité nourricière pour le territoire. Afin d'assurer la diversité de l'assolement, la production pourra être par exemple maraîchère, fruitière, de plantes aromatiques, du petit élevage, des céréales ou des légumineuses.
- les activités devront maintenir la trame verte existante (haies, bosquets, etc), elles devront permettre de protéger la ressource en eau potable et de valoriser cette nécessaire protection.

C. Périmètre de la candidature

La candidature peut porter sur une partie seulement ou sur la totalité des équipements disponibles et correspondre à un projet d'installation ou d'agrandissement. Les candidats indiqueront la surface idéale sur laquelle ils se projettent ainsi que la surface minimale en dessous de laquelle leur projet ne serait pas réalisable.

III. Conditions relatives à la consultation

D. Précisions concernant les aménagements possibles

Selon les besoins du/des projets retenus, la collectivité pourrait prendre en charge un certain nombre de constructions et d'aménagements tels que :

- l'accès à l'eau et à l'électricité des bâtiments qui en sont dépourvus à ce jour ;
- les cheminements qu'il conviendrait d'organiser sur les sites ou entre les sites.

Selon les besoins du/des projets retenus, les porteurs prendront à leur charge les investissements tels que :

- La construction d'équipements complémentaires au bati existant et rendu nécessaire par le projet ;
- L'installation du réseau d'irrigation ;
- L'aménagement intérieur des bâtiments retenus pour leur projet ;

Les démarches correspondantes aux investissements assumés par les porteurs de projets (administratives, assurances, autorisations d'urbanisme, aménagements, sécurité, certification…) seront à leur charge.

III. Conditions relatives à la consultation

E. Nature juridique du titre d'occupation

Pour les locaux et équipement mis à disposition, la commune de Melle conclura avec le ou les lauréats du présent AMI un bail de location ou un commodat d'usage selon la nature de l'occupation et de sa vocation.

S'il s'agit de la location de foncier, le bail signé sera un bail rural à clauses environnementales (BRCE) en application des articles L. 411-1 à L. 493-1 du code rural et de la pêche maritime.

IV. Modalités et déroulement de la consultation

A. Visite collective du site

Afin de faciliter la prise de connaissance des lieux par les candidat·es intéressés, deux visites facultatives seront organisées les 22 novembre et 9 décembre 2025 à 10h. Le point de rendez-vous étant fixé sur le site de la Ferme de la Genellerie. Elle sera l'occasion d'obtenir les éléments de réponses aux éventuelles questions que susciterait cet AMI.

Les candidats devront confirmer leur venue à l'une ou aux deux visites afin que celles-ci soient effectivement organisées.

Les candidat·es sont invité.e.s à s'inscrire préalablement pour la visite en adressant un mail ayant pour objet « AMI – Accélérateurs de transitions» à andre.bouchot@melle.fr .

IV. Modalités et déroulement de la consultation

B. Déroulement de la procédure / calendrier prévisionnel du projet

Afin de développer un projet sur mesure adapté aux besoins du territoire, l'AMI se décompose en plusieurs étapes :

- Étape 1 - Dépôt du dossier de candidature au plus tard le 9 janvier 2026 à 15h00 ;
- Étape 2 - Examen des candidatures, audition des candidats répondant aux prérequis énoncés au III.B du présent règlement et demandes de compléments d'informations si nécessaire ;
- Étape 3 - Négociations éventuelles avec les candidats ;
- Étape 4 - Désignation du/de la ou des lauréat·es ;
- Étape 5 - Mise au point du/des projet(s) d'exploitation en fonction du foncier disponible et des aménagements de viabilisation à prévoir ;
- Étape 6 - Signature du/des bail/baux à clauses environnementales.

L'année 2026 est consacrée à la réalisation d'un certain nombre d'études ainsi qu'à la sélection du/des lauréat.es de l'AMI.
L'année 2026 sera consacrée à la viabilisation du site et à la mise en expérimentation des premiers lauréats.
L'année 2027 verra la contractualisation et le lancement du/des projets.

IV. Modalités et déroulement de la consultation

C. Critères de sélection des candidatures

Les candidatures répondant aux prérequis énoncés au III.B seront examinées et sélectionnées au regard des critères suivants :

Critère n° 1 : savoir-faire du/de la candidat·e

- Expériences en tant que bénévole, dirigeants, salarié.e d'associations ou d'entreprises ;
- Moyens humains à disposition pour le projet et création d'emploi.

Critère n° 2 : caractéristiques du projet

- Part des productions valorisées et vendues dans des circuits de proximité ;
- capacité à populariser et à valoriser les initiatives liées aux transitions écologiques ;
- Renforcement de la trame verte (haies, arbres, agroforesterie, etc) ;
- Réflexion sur l'insertion du projet dans le paysage et sur l'accessibilité des lieux occupés ;
- Réflexion sur les réductions d'émissions à effet de serre et l'adaptation au changement climatique (réduction de consommation énergétique, production d'énergies renouvelables, couverts végétaux, etc).

IV. Modalités et déroulement de la consultation

C. Critères de sélection des candidatures

Critère n° 3 : robustesse du projet

- Le projet devra justifier d'un modèle économique explicite et détaillé : il convient de l'argumenter au travers d'une étude économique permettant d'assurer une exploitation pérenne des lieux mis à disposition. ;
- Le projet devra comporter une structuration suffisante d'un point de vue juridique, humain et technique.

Critère n° 4 : insertion du projet dans le territoire et création de liens avec les acteurs du territoire

- Liens avec les riverains et le quartier : participation active aux temps d'information et de communication à destination des riverains, portes ouvertes, activités pédagogiques, accueil du public, etc. ;
- Liens avec les occupants du site : éventuel tutorat des occupants , liens avec d'éventuels autres occupants ;
- Liens avec les partenaires institutionnels ;
- Liens avec la population de la commune.

IV. Modalités et déroulement de la consultation

D. Composition du dossier de candidature

Les candidat·es doivent remettre :

- Un dossier de candidature sous forme libre en deux parties (le porteur de projet et le projet) de 10 pages maximum ;
- Le CV du candidat selon son profil ;
- S'il s'agit d'une personne morale déjà structurée ;
    - l'extrait Kbis de moins de 3 mois pour les sociétés ;
    - les statuts et la publication au journal officiel pour les associations ;
    - un bilan et un compte de résultat de l'année N-1
- Un budget prévisionnel du projet ;
- Un plan de financement pour les activités commerciales ;
- Toute annexe à même d'enrichir la compréhension du projet porté par le/la candidat·e.

IV. Modalités et déroulement de la consultation

E. Modalités de remise du dossier de candidature

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le site www.melle.fr du 25/10/2025 au 30/12/2025.

Les propositions doivent être adressées au plus tard le 9 janvier 2026 à 15h00 :
- Soit par courrier à l'adresse Commune de Melle, service aménagement, quartier mairie 79500 Melle
- Soit par mail à andre.bouchot@melle.fr . Si le dossier est volumineux, le dossier pourra être transmis par un lien de téléchargement fonctionnel jusqu'à la date limite de remise des propositions ;

Il est possible pour les candidat·es de modifier leur proposition avant la date limite de remise des propositions. L'ensemble des éléments, y compris ceux ne faisant l'objet d'aucun changement devront être transmis. L'objet du mail devra être complété de la mention « Annule et remplace ».

Les dossiers seront alors étudiés. Dans un souci d'égalité de traitement, la commune de Melle se réserve le droit de négocier avec les candidat·es dont la proposition n'a pas été déclarée irrecevable.

V. Modifications et abandon de la procédure

A. Modifications

La commune de Melle se réserve le droit de procéder à des modifications ou à des compléments au plus tard 10 jours francs avant la date limite de remise des propositions.

Les candidat·es sont donc invités à porter une attention particulière à tout changement au sein de l'AMI. Les propositions remises devront prendre en compte les modifications ou changements intervenus en cours de procédure.

B. Abandon

La commune de Melle se réserve le droit de mettre fin à la présente procédure à tout moment.

AMI : Règlement de consultation

VI. RGPD

Les informations recueillies dans le cadre du présent Appel à manifestation d'intérêt feront l'objet d'un traitement informatique destiné à la bonne gestion et à son organisation.

Ce traitement sera exclusivement assuré par les personnels de la commune de Melle et de ses prestataires ou sous-traitants éventuels dans le cadre de cet AMI.

Il est rappelé au candidat·e que conformément à la Loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, au Règlement de l'Union Européenne dit RGPD n° 2016/679 U.E., à l'Ordonnance n°2018-1125 du 12/12/2018, portant notamment modification de la Loi n°78-17 du 06/01/1978 (publiée au J.O de ce 13/12/2018), il bénéficie d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des informations qui le concernent.

melle



Quartier mairie
79500 MELLE
05 49 27 00 23
contact@ville-melle.fr
www.melle.fr